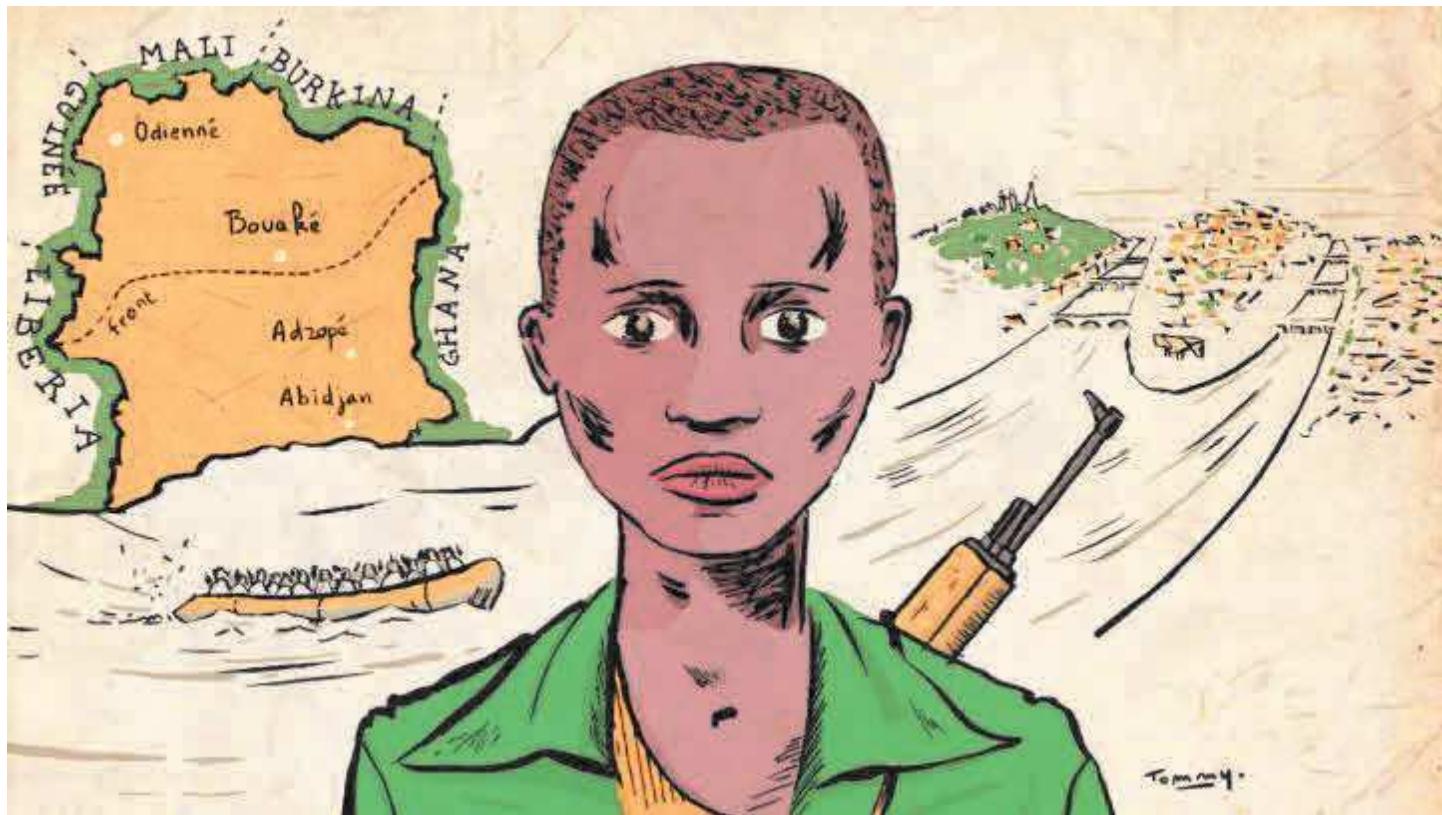


Reporterre

le quotidien de l'écologie

Camara, enfant-soldat jeté sur les routes de l'exil

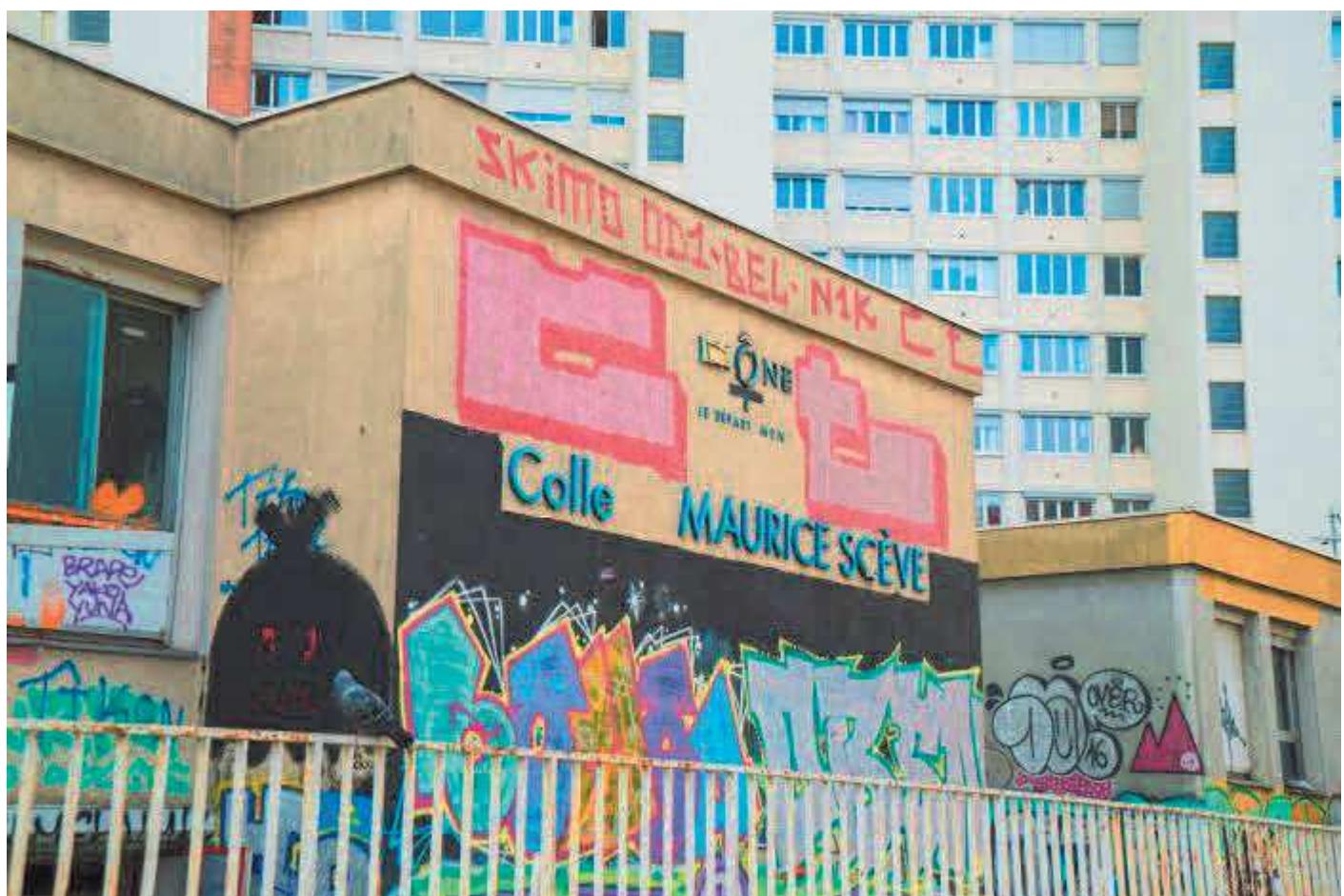
2 janvier 2020 / Alexandre-Reza Kokabi (Reporterre)



On l'a appelé Camara. Trentenaire, en attente de passer devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, il a raconté à Reporterre son histoire d'enfant soldat emporté par la crise ivoirienne des années 2000, cause de son exil jusqu'à Lyon.

Dans les années 2000, il n'était qu'un enfant, mais arpentait les champs de bataille. Camara [*] a porté des armes et appuyé sur la détente. Des balles ont sifflé à ses tympans. Drogué, il a ratissé des zones de combat et déplacé des cadavres. C'était pendant la [crise politico-militaire en Côte d'Ivoire](#).

Aujourd'hui jeune trentenaire, bonnet vissé sur la tête, il parcourt les corridors de l'ancien collège Maurice-Scève, à Lyon, où il a trouvé refuge voici moins d'un an. Désaffecté depuis six ans, l'établissement scolaire [a été réquisitionné](#) par des squatteurs et plus de quatre cents jeunes hommes ont été mis à l'abri dans son enceinte. Ce sont pour la plupart des demandeurs d'asile venus d'Afrique de l'Ouest pour tenter d'échapper aux conflits, à la misère et aux pénuries.



En cette froide matinée d'automne, sur les hauteurs du quartier de la Croix-Rousse, Camara a rendez-vous avec Nicole et Alain. Les deux bénévoles, très investis dans la vie du squat, l'aident à préparer son passage devant l'[Office français de protection des réfugiés et apatrides \(Ofpra\)](#). L'Ofpra est l'organisme chargé, en France, de reconnaître aux exilés le statut de réfugié. « *Concrètement, Camara doit rédiger le récit de sa vie, relater les raisons de sa demande d'asile, explique Nicole, médecin à la retraite. Ce moment est éprouvant et l'oblige à revenir sur des évènements traumatisants de son parcours. Nous l'aidons à reconstituer son histoire en la recoupant avec les documents qu'il possède, des dates importantes, pour qu'il reste le moins de failles possible dans lesquelles l'Ofpra pourrait s'engouffrer pour refuser sa demande.* » Autour d'un thé fumant, encouragé par la relation de confiance nouée avec Nicole

et Alain, Camara déroule le récit de sa vie tumultueuse.

« Certains cadavres étaient décapités, et on échangeait parfois des tirs avec des soldats blessés »

Le jour où tout a basculé, Camara et sa petite sœur Amlan étaient en vacances à Odienné, dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Du haut de ses treize ans, Camara allait entrer en classe de cinquième et, en attendant la rentrée, il passait des moments paisibles chez son oncle.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, à une heure où les enfants dorment, une tentative de coup d'État a éclaté simultanément à Abidjan, à Bouaké et à Korhogo. Le pays s'est alors scindé entre le Nord rebelle, tenu par les Forces nouvelles, et le Sud loyaliste, sous contrôle du gouvernement. Camara et sa petite sœur se sont retrouvés piégés. La maison de leur mère était située à Adzopé, une ville du sud qu'ils ne pouvaient pas rejoindre sans risquer leur vie.

Dans les premiers temps, leur cousin Konan a subvenu à leurs besoins. Il leur apportait des vivres, payés avec sa pension de combattant rebelle. Un jour, néanmoins, il est rentré les mains vides. « *Konan m'a alors dit que j'étais grand et que si je voulais que ma sœur puisse manger, je devais m'enrôler à ses côtés* », raconte Camara. Konan a accompagné l'adolescent devant l'état-major des rebelles, à Odienné. Il a été recruté illico. « *On était une soixantaine d'enfants âgés de moins de quinze ans, on dormait dans une caserne, se remémore Camara. Pendant un mois, "les grands" nous ont réveillés à 5 heures du matin pour nous entraîner. On commençait la journée en courant jusqu'à l'aéroport. C'était loin et fatigant. Le reste de la journée, on apprenait à se servir d'une arme, à tirer, à se positionner au front.* » Les combattants en herbe ont aussi été sensibilisés à « *la cause* » : si les rebelles revendiquaient le départ du président Laurent Gbagbo, ils demandaient surtout la fin de l'**idéologie xénophobe de l'ivoirité**, destinée à écarter socialement et politiquement des populations de Côte d'Ivoire ayant des origines dans les pays limitrophes. « *Ça a fait écho à ce que ma propre famille vivait : les gens du Nord n'étaient pas considérés comme des Ivoiriens et on était moins bien traités que les autres citoyens* », dit Camara.



Au bout d'un mois d'apprentissage accéléré des rudiments de la guerre, Camara a débarqué sur ses premiers fronts, cramponné à son fusil d'assaut. Au départ, il n'était pas en première ligne. Il faisait partie d'une escouade surnommée « les virus ». « *Avec les autres enfants, on nous appelait comme ça parce qu'on était les plus petits et qu'on faisait le "ratissage"* », explique Camara. Dans les faits, « *on vérifiait si la zone était dégagée, on ramassait les morts et leurs armes* ». Des détails sordides lui reviennent. « *Certains cadavres étaient décapités, et on échangeait parfois des tirs avec des soldats blessés.* » Au combat, Camara a perdu de nombreux camarades et a lui-même récolté quelques blessures. Toutes superficielles. Il reste persuadé que les balles ne pouvaient pas vraiment l'atteindre car il avait sur lui « *des trucs mystiques, des gris-gris* ». Il concède, en revanche, avoir tué. « *Je ne sais pas combien de vies j'ai ôtées, mais il fallait tirer, c'était une nécessité. C'était eux, ou c'était nous* », souffle-t-il.

Le plus clair de son temps, Camara était drogué « pour ne pas avoir peur » : « *On nous donnait des petits cachets blancs, avec un trait au milieu. La première fois, j'étais tout étourdi et après, ça me motivait, quelque chose en moi me disait "tu peux, tu peux, tu peux". On en prenait trois le matin, et trois le soir. Des fois, nous avions aussi des comprimés bleus, encore plus petits.* » La nuit, des cauchemars le hantaien inlassablement. « *On nous donnait des cachets pour ça aussi, mais rien n'y faisait* », se souvient-il.

En cinq longues années de crise politico-militaire, Camara estime être allé au front « *une trentaine de fois* ». Il a grimpé les échelons jusqu'à se retrouver chef d'une unité de rebelles. Matin et soir, il a lui-même distribué les trois cachets blancs à ceux qu'il avait sous ses ordres. Il

se rappelle des soirées qu'il passait désormais avec « les grands », quand il a commencé à fumer du cannabis et à boire de la liqueur pour s'évader.

« J'étais sans cesse en quête de mes cachets et torturé par des scènes que j'avais vécues »

Le 30 juillet 2007, des personnalités politiques ivoiriennes et plusieurs chefs d'État africain se sont finalement réunis pour la cérémonie de la Flamme de la paix organisée dans le stade municipal de Bouaké. Cet événement a scellé un temps de paix nationale. Démobilisé, Camara a peiné à reprendre le fil de sa vie. « *J'étais sans cesse en quête de mes cachets et torturé par des scènes que j'avais vécues* », dit-il. Une histoire revenait avec insistance, chaque fois qu'il fermait les yeux : « *Un jour, dans la ville de Man, on avait ratissé et fait un tas de 60 personnes pour les mettre dans une fosse commune. On avait récupéré un blessé, un militaire qui demandait notre pitié. J'étais chef, à ce moment-là, et j'aurais pu arrêter mes hommes. Ils auraient obéi. Mais je ne voulais pas paraître faible, alors je les ai laissés le tuer. C'est de ma faute.* »

Noyé dans ses tourments, Camara a trouvé des bouffées d'oxygène dans la lecture et l'écriture. Il a dévoré les ouvrages de l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma, auteur d'*Allah n'est pas obligé*. Ce livre l'a bouleversé, posant des mots sur la vie indicible des enfants soldats « *car le sujet était tabou, officiellement ça ne devait pas exister, alors on n'avait pas le droit de parler aux journalistes* », précise-t-il. Camara a décidé, à son tour, de prendre la plume et d'écrire son histoire. « *C'était comme me confier à quelqu'un, j'en avais les larmes aux yeux. Je me suis senti libéré d'un fardeau, même si ça me torture encore* », explique-t-il. En parallèle, il a commencé une formation en élevage de poulets auprès d'un ami de sa mère, fermier à Yopougon.

« *Les problèmes* », comme le dit Camara, ont repris après l'élection présidentielle ivoirienne de 2010. À l'issue du second tour, Alassane Ouattara a été proclamé président, mais le Conseil constitutionnel a invalidé les résultats dans les régions du Nord et annoncé la réélection de Laurent Gbagbo. Les deux hommes ont prêté serment le même jour, le 4 décembre 2010. Une guerre civile a éclaté.



« Alassane Ouattara a fait appel à nous, les démobilisés de la rébellion, en nous promettant le versement de 12 millions de francs CFA (18.000 euros) », explique Camara. Le 11 avril 2011, les forces pro-Ouattara ont arrêté Laurent Gbagbo. Alassane Ouattara a été investi le mois suivant. Camara, sévèrement entaillé au bras gauche par un coup de machette, s'est remis de sa blessure mais a refusé de poursuivre dans l'armée.

« Après l'investiture de Ouattara, j'ai rendu les armes, mais je n'ai jamais touché les sommes promises », déplore Camara. En janvier 2017, dans un contexte de pauvreté accru, ceux qui sont restés militaires ont perpétré une série de mutineries pour réclamer leur dû. Ils ont fini par être payés. Pas les démobilisés comme Camara. Les ex-combattants des Forces nouvelles qui avaient combattu pour Ouattara, se sentant exclus et réduits à la misère, sont alors également montés au créneau pour toucher leurs primes. « Comme ça avait marché pour les soldats, on a voulu faire une mutinerie et on a décidé de fermer la route qui mène de Bouaké à Odienné, raconte Camara. L'État nous a envoyé la brigade antièmeute (CCDO), qui a tiré à balles réelles dans la foule. J'ai été arrêté et jeté en prison. » Dans les geôles, Camara a été battu et s'est senti perpétuellement menacé par d'anciens « frères d'armes ». « Ils nous disaient qu'on allait le payer, être abattus parce qu'on avait trahi notre cause. » Camara a fini par tomber malade. « Je tremblais, je vomissais, je toussais, j'avais du mal à respirer. Ils m'ont déplacé dans un camp où je pouvais sortir pour mes soins. »

« La peur n'existait plus pour moi, après ce que j'avais traversé »

Au mois d'août 2017, il est parvenu à échapper à la surveillance des gardiens. « *Je n'avais pas le choix, c'était ça ou la mort* », dit Camara. Son exil a commencé. Il a traversé le Burkina Faso en car, rallié le Niger, puis la Libye, où il est devenu peintre en bâtiment. « *Je voulais rester un peu en Libye en attendant que les choses s'arrangent, mais c'était pire*, se remémore Camara. *J'ai de la corne sur mes mains* (il les montre), *au niveau des points de contact avec mon arme. Si je m'étais fait attraper, on m'aurait confondu avec des miliciens qui ont combattu pour Kadhafi.* » Mis en relation avec un passeur, Camara a décidé de traverser la Méditerranée sur un gros zodiac à moteur. « *C'était plein à craquer, on était 160 dedans*, se souvient-il. *Mais la peur n'existait plus pour moi, après ce que j'avais traversé. Voir les balles, les chars, c'est pire que la mer. Par chance le conducteur, ivoirien, était un ancien esclave en Mauritanie, où il travaillait sur un bateau de pêcheur.* » Les gardes-côtes italiens ont intercepté l'embarcation et conduit tous les passagers à Catane, en Sicile. Camara est resté un an et demi sur le sol italien, mais « *comme je parlais français, je voulais aller en France* ». Il a d'abord tenté de passer la frontière **par le col de l'Échelle**, où d'autres exilés ont perdu la vie. « *Je me suis fait avoir par la police aux frontières, qui collabore avec des habitants, et j'ai été refoulé*, déplore-t-il. *J'ai finalement réussi en prenant un bus pour Lyon à partir de Milan. De là, un jeune Ivoirien m'a envoyé à Forum réfugiés (une association chargée de l'accueil des exilés), où on m'a orienté vers le collège Maurice-Scève.* »



Dans l'ancien établissement scolaire, Camara a élu domicile dans un vieux bureau administratif transformé en chambre exiguë et sans chauffage. Il partage son logis avec quatre compagnons d'infortune, des mineurs isolés qu'il a pris sous son aile. « *Tous les jours, on le voit prendre soin d'eux, il les aide à faire leurs devoirs et leur cuisine des repas sur les plaques électriques. C'est un peu leur grand frère de galère* », raconte Ibrahim, un exilé ivoirien d'une chambre voisine.

« *Je suis demandeur d'asile et majeur, alors je touche 420 euros d'allocation pour demandeur d'asile* (ADA), explique Camara. *Mais les enfants qui vivent avec moi, leur minorité n'a toujours pas été reconnue, alors ils n'ont droit à rien, comme s'ils n'existaient pas. Hors de question de les laisser tomber. En les aidant, je paie un peu de ma dette, car dans ma vie j'ai causé du tort à beaucoup de familles.* »

À l'avenir, si sa demande d'asile était acceptée, Camara aimerait intégrer une ONG. « *Pour accompagner, soutenir et aider les enfants-soldats, précise-t-il, leur montrer que j'ai réussi à reprendre goût à la vie même si j'ai pu penser parfois qu'elle n'en valait plus la peine.* » Aujourd'hui, selon l'Unicef, près de 250.000 enfants-soldats combattraient encore dans le monde.

[*] Tous les prénoms du récit sont des prénoms d'emprunt.

Lire aussi : [Froid, insalubre et désolé : le quotidien de 450 jeunes exilés dans un collège lyonnais](#)

Source : Alexandre-Reza Kokabi pour *Reporterre*

Dessin : © [Tommy](#)/Reporterre

Photos : © Alexandre-Reza Kokabi/Reporterre

. Odienné : [Wikipedia](#) (Zenman/CC BY-SA 3.0)

- Emplacement : Accueil > Editorial > Info >
- Adresse de cet article :
<https://reporterre.net/Camara-enfant-soldat-jete-sur-les-routes-de-l-exil>